ENTRETIEN

# La gauche sociale et politique : « Est-il possible d'oublier les élections 30 secondes ? » – Pour la création de « coordinations permanentes »

jeudi 13 juin 2019, par BESANCENOT Olivier, GRAULLE Pauline (Date de rédaction antérieure : 12 juin 2019).

**Le porte-parole du NPA propose de créer des « coordinations permanentes » qui permettraient à la gauche sociale et politique de retrouver le chemin d'un dialogue durable. Selon lui, après les élections européennes du 26 mai, aucune organisation ne peut prétendre à l'hégémonie politique.**

Olivier Besancenot, le rassembleur ? Il y a quelques années, l'idée selon laquelle le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) mettrait de l'huile dans les rouages de la gauche française aurait pu prêter à sourire. Mais depuis un an, Olivier Besancenot tente, tant bien que mal, de faire se parler les gauches politiques et sociales. Sa volonté unitaire s'était matérialisée, au printemps 2018, pendant le mouvement des cheminots contre la privatisation de la SNCF, lors duquel l'organisation anticapitaliste avait organisé plusieurs réunions unitaires à La Brèche, la librairie du NPA (*nous vous en parlions ici [1]*).

Cette fois, il propose de créer des « coordinations permanentes » permettant, sur la durée, des rencontres au sein de l'écosystème d'une gauche qui ne se parle plus. C'est le sens du rendez-vous « contre Macron et l'extrême droite » lancé par le NPA, qui se tiendra le 19 juin à La Bellevilloise, à Paris, avec la communiste Elsa Faucillon, l'économiste d'Attac Aurélie Trouvé, ou encore le syndicaliste Éric Beynel, de Solidaires. Olivier Besancenot a aussi annoncé sa présence le 30 juin au cirque Romanès, pour la réunion publique qui fait suite à l'appel à un « big bang » de la gauche, lancé notamment par la députée insoumise Clémentine Autain.

**Mediapart : Ces derniers jours, on vous a entendu dans les médias appeler la gauche partisane et sociale à se rassembler. Pourquoi prendre position en ce sens aujourd'hui ?**

Olivier Besancenot : Du fait de l'urgence politique d'abord. Lors des élections européennes, les pires ennemis du monde, le couple Macron/Le Pen – autrement dit, le meilleur ami du capitalisme et le pire adversaire de la classe ouvrière – a réussi à phagocyter la vie politique. Or même si cette apparente hégémonie électorale de la droite et de l'extrême droite n'est pas raccord avec la réalité politique française, les accidents de parcours ne sont plus à exclure. Il faut prendre la mesure des choses. En l'absence d'une réaction sociale et politique à la hauteur des enjeux, finira par arriver le moment où, compte tenu de ce qu'est la politique de Macron et du rejet qu'elle suscite, la stratégie du « dernier rempart contre le RN » n'opérera plus. La perspective de voir Le Pen accéder au pouvoir n'est plus un cas d'école. Le champ de ruines qu'est la gauche de la gauche à l'issue des élections européennes nous somme de réagir. La gauche radicale n'est pas seulement émiettée, elle est profondément affaiblie et peine à peser concrètement sur le rapport de force. Pourtant, la mobilisation sociale des « gilets jaunes » notamment – mais je pourrais évoquer toutes les autres luttes qui ont lieu aujourd'hui dans l'Éducation nationale, l'hôpital public, etc. – a montré que le mécontentement était massif. Et que la révolte n'était jamais très loin. Ce décalage entre perspective politique et combativité des mobilisations sociales nous interpelle tous.

**Comment expliquez-vous ce hiatus ?**

Nous assistons à un bouleversement global des relations sociales et politiques, marqué par une évolution mondiale où la crise historique des partis institutionnels profite en premier lieu aux populismes, aux courants de droite et d'extrême droite, voire aux mouvements fascistes. Cette crise politique totalisante renvoie elle-même à un mouvement de bascule du capitalisme international, qui entre probablement dans un nouveau stade de son développement, post-mondialisation libérale. Ce tournant percute tout l'édifice de la société, et fragilise considérablement le mouvement ouvrier traditionnel – qui n'avait pas besoin de cela. Plus que jamais, il s'agit donc d'être disponible politiquement au renouvellement de la lutte des classes, tel qu'il a lieu, et pas seulement tel qu'on aurait aimé qu'il se produise. De mon point de vue, le rendez-vous manqué, en grande partie, entre la gauche radicale et le mouvement inédit des gilets jaunes, est révélateur de cette situation. Notre incapacité à intervenir loyalement, de manière forte, unie et assumée au sein de ce mouvement, est un échec qu'on ne peut plus se payer le luxe de reproduire.

**Pourtant, La France insoumise et le NPA se sont beaucoup investis sur les ronds-points…**

Oui, bien des choses ont été faites, et quelques initiatives unitaires ont réussi, notamment contre la répression policière. Mais centralement, nous n'avons pas su ou voulu afficher notre volonté commune d'en être. Les questionnements du début de mouvement étaient légitimes. Reste que la lutte des classes n'est jamais « chimiquement pure ». Ce type de mouvement nous déstabilise, mais il est devant nous, durablement inscrit dans le décor pour les années qui viennent. Dans ces temps incertains, nous devons réapprendre à agir ensemble. Cette séquence est une leçon de choses.

**Qu'enseigne-t-elle ?**

Que si nous sommes repartis pour un tour de discussions habituelles, hantées par les sempiternelles perspectives électoralistes et hégémoniques, on va se planter à coup sûr. Je pose la question : est-il possible d'oublier les élections 30 secondes ? Il ne s'agit pas d'en faire un tabou ou de censurer qui que ce soit, mais seulement de tenter collectivement de nous extraire, le temps d'un instant au moins, du calendrier de la V$^{e}$ République, en inventant et bâtissant notre propre temps politique, notre propre espace démocratique commun. Bref, se libérer, ici et maintenant, autant que faire se peut, du carcan institutionnel qui présidentialise tout, et dont nous sommes prisonniers. Car cette fois-ci, nous n'avons plus d'autre choix que de réussir : face à nous, le gouvernement mène une politique libérale singulière. Prenant le relais des vingt ou trente ans d'alternance libérale, ce pouvoir souhaite, cette fois-ci, porter réellement le coup de grâce. Sur fond de politique violemment

répressive et outrageusement autoritaire, il entend systématiser les réformes structurelles en mettant en place la retraite par points, en sortant des milliers de gens de l'assurance-maladie, ou en démantelant pièce par pièce les services publics. Nous vivons en direct la tentative revendiquée d'éradiquer l'ensemble de notre système de protection sociale. Ou de ce qu'il en reste. Nous y sommes pour de bon. Cela aura des conséquences irrémédiables dans la vie quotidienne de millions de personnes. Voilà le défi auquel nous sommes tous confrontés. C'est pourquoi nous avons la responsabilité d'engager des batailles immédiates, sur une dizaine, une vingtaine, peu importe, d'objectifs communs. Des actions à travers lesquelles la gauche radicale, politique et sociale, peut se retrouver, mais cette fois-ci de façon permanente, pour agir dans la durée.

***Une leçon d'humilité***

**Au printemps dernier, lors du mouvement des cheminots, plusieurs rencontres à huis clos avaient déjà eu lieu à l'initiative, là encore, du NPA. Dans ces rendez-vous, il y avait La France insoumise, Génération.s, le PCF, des écologistes d'Europe Écologie-Les Verts… Et pourtant, la bataille a été perdue.**

Oui, la mobilisation a échoué, faute notamment de généralisation de la grève. Mais aussi modeste qu'il ait été, notre soutien unitaire a eu sa part d'utilité. En décembre et en janvier, durant la séquence la plus forte du mouvement des gilets jaunes, nous avons réussi finalement à nous réunir plusieurs fois, et de manière plus large qu'auparavant, puisque le cadre n'était pas que celui des formations politiques. Étaient présents des syndicats, comme Sud ou l'UD CGT, le Syndicat de la magistrature, mais aussi Attac, Copernic, le collectif Adama-Traoré… une forme intéressante d'alliance entre la gauche sociale et la gauche politique.

**Sur quoi ces réunions ont-elles débouché ?**

Sur rien de durable, malheureusement. Raison pour laquelle nous suggérons de créer précisément une ou des « coordinations permanentes ». Peu importe le qualificatif qu'on donnera à ce regroupement. L'idée serait de se voir régulièrement, localement comme nationalement, pour agir, lutter et débattre… Je ne crois pas qu'à terme la solution politique fédératrice puisse émerger du développement linéaire d'une seule formation politique ou sociale ou d'un seul courant de pensée. Après les élections européennes, les cartes sont rebattues : c'est l'occasion de remettre les choses à plat et de se parler, dans le respect mais aussi la franchise, car les sujets de discorde demeurent eux aussi.

**Quelle est la différence entre un appel unitaire et votre appel à une coordination permanente ?**

Peut-être la volonté d'agir ensemble comme préambule de toute chose. Je ne sais pas, mais il me semble qu'au-delà des désaccords (il en existe et pas des moindres : le rapport aux institutions, aux questions de propriété, l'internationalisme…), il existe de nombreuses revendications que nous portons souvent en commun, dans les grèves ou les manifestations : salaires, retraites, services publics, contre la répression, réchauffement climatique, les combats féministes, antiracistes… Prenons le temps de cerner ce qui nous rassemble, pour agir, sans craindre de débattre franchement sur ce qui nous sépare. Mais cessons d'aller dans les mobilisations de manière non coordonnée. C'est aussi peut-être de cette manière que nous pourrons être entendus du milieu qui ne nous suit plus, ou pas. Car il n'est pas question de créer un cartel ou une énième combinaison de la gauche de la gauche, mais de tenter de créer une dynamique qui dépasse toutes nos forces, nos courants, nos collectifs et nos individualités additionnés.

**Au-delà de l'action sur le terrain, que faites-vous de la question électorale ?**

Avant de nous intéresser à l'« au-delà » électoral, commençons par rester sur terre.

**Vous avez soutenu Lutte ouvrière aux européennes, un parti qui est contre tout rassemblement avec les autres forces de gauche. Par ailleurs, le NPA s'est, ces derniers jours, prononcé contre l'union de la gauche. Ne vous sentez-vous pas seul dans votre volonté de rassembler au sein de votre propre camp ?**

Au NPA, nous sommes contre toute forme d'« union de la gauche » qui, au-delà du souvenir tragique qu'elle a laissé dans les consciences, ait comme vocation de mettre en selle, à l'occasion des élections, les futurs dirigeants de gauche ; lesquels, une fois portés au pouvoir, finiront par mener une politique de droite. Merci, on a donné ! Mais s'engager sur des actions communes avec d'autres mouvements, nous sommes pour, bien sûr, et nous le faisons tout le temps ! Là, il serait question de tenter de le systématiser. Après, il faut faire avec la gauche radicale telle qu'elle est, et respecter les formations dans leur autonomie et leur pluralité : le NPA, Lutte ouvrière, La France insoumise, le PCF, Génération.s, les antifascistes, les militants écologistes, les militants du mouvement social et syndical… Ce qu'il manque aujourd'hui, c'est un peu l'équivalent des bourses du travail qui existaient au XIX$^{e}$ siècle. Des lieux ouverts où, motivé par la volonté d'en découdre, chacun s'écoutait, discutait, échangeait, s'engueulait au besoin, mais toujours dans l'idée de participer à ce que notre camp social, celui des exploités et des opprimés, parle et agisse en son propre nom. Un espace démocratique, ouvert, où l'on entre et sort, et où il n'existe aucune obligation d'être d'accord sur tout… Je crois qu'il est nécessaire que la gauche radicale abandonne cette logique mortifère du « tout ou rien ». Paradoxalement, lorsque la gauche radicale joue la comédie et mime d'être d'accord sur tout, les actions et les discussions unitaires, elles, progressent le moins. Maintenant, il est vrai qu'une fois dit tout cela, je n'ai pas de solution toute faite ou de méthodologie clés en main à proposer…

**La question de l'incarnation ne se pose-t-elle pas ?**

La question de l'incarnation ne règle rien. Elle pose même à la gauche radicale plus de problèmes que de solutions. Couper des têtes ou en porter d'autres au pouvoir, cela ne change pas fondamentalement le système et les règles du jeu que nous décrions. Si elle n'évacuait pas la question du « haut », Rosa Luxembourg disait qu'il faut partir du bas.

**Qu'est-ce qui vous fait dire que votre appel à des « coordinations permanentes » trouverait, cette fois-ci, un écho ?**

Ce qui me fait espérer que nous sommes tous placés au pied du mur… Qui peut prétendre aujourd'hui porter seul une dynamique ? Regrouper tout le monde derrière lui ? C'est une leçon

d’humilité. Pour nous également.

**Quels seront les prochains chantiers ?**

Il y a les urgences à l’hôpital, bien sûr, les licenciements, la réforme des retraites, mais aussi le référendum sur la privatisation d’Aéroports de Paris… Au moment du débat sur le Traité constitutionnel européen, en 2005, nous avions organisé des meetings communs où il y avait énormément de monde et beaucoup d’espoirs. Pourquoi ne pas s’inspirer de ce succès ?

**Pauline Graulle**

---

## P.-S.

• MEDIAPART. 12 JUIN 2019 :
https://www.mediapart.fr/journal/france/120619/olivier-besancenot-est-il-possible-d-oublier-les-elections-30-secondes?onglet=full

POURQUOI S’ABONNER A MEDIAPART ?
• Site d’information indépendant
• Sans subventions ni publicité sur le site
• Journal participatif
• Financé uniquement par ses abonnements

https://www.mediapart.fr/abonnement

## Notes

[1] https://www.mediapart.fr/journal/france/040518/gauches-face-macron-une-si-laborieuse-union